



FIDAXE

**ASSOCIATION JULES CATOIRE
AUDITION PAROLE ET COMMUNICATION
10, rue des Augustines
62008 ARRAS CEDEX**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**Siège Social : ZAC du beau pré – Le village 2800 – 62131 VERQUIN
Tél. : 03 21 52 88 33 – Port. : 06 19 49 00 75**

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Inscrite au Tableau de l'Ordre de Lille et membre de la Compagnie Régionale des Hauts de France
S.A.R.L. au capital de 3 000 € - R.C.S. ARRAS B 479 370 231



FIDAXE

ASSOCIATION JULES CATOIRE
AUDITION PAROLE ET COMMUNICATION
10, rue des Augustines
62008 ARRAS CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames,

Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association JULES CATOIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Siège Social : ZAC du beau pré – Le village 2800 – 62131 VERQUIN
Tél. : 03 21 52 88 33 – Port. : 06 19 49 00 75

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Inscrite au Tableau de l'Ordre de Lille et membre de la Compagnie Régionale des Hauts de France
S.A.R.L. au capital de 3 000 € - R.C.S. ARRAS B 479 370 231



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les contrôles ont porté sur l'ensemble des cycles et plus particulièrement sur les cycles produits, trésorerie, personnel, fournisseurs/achats en raison de l'importance de ces postes. Les sondages et les contrôles effectués ont contribué à l'expression de notre opinion.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés au Conseil d'administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de votre Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à VERQUIN, le 24 juin 2025

Natacha ANSART
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
Des Hauts de France



CA Bilan propre Annexe 4 (résultat non affecté) ACTIF
Dossier : 90 - CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Montant brut 2024	Amort. et prov. 2024	Montant net 2024	Montant net 2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	111 676		111 676	4 116
Constructions	5 174 987	2 782 330	2 392 657	2 214 604
Installations techniques, matériels et outillage	1 874 712	1 477 471	397 241	276 262
Autres immobilisations corporelles	5 403 515	4 282 592	1 120 923	1 024 249
Immobilisations corporelles en cours	36 401		36 401	480 292
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations				59 347
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 279		6 279	5 042
TOTAL I	12 607 570	8 542 394	4 065 177	4 063 912
Comptes de liaison (1)	1 879 725		1 879 725	1 870 995
TOTAL II	1 879 725		1 879 725	1 870 995
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements	42 467		42 467	42 376
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	82 217		82 217	72 314
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement	2 707 927		2 707 927	1 402 359
Disponibilités	2 090 534		2 090 534	2 897 930
Charges constatées d'avance	19 344		19 344	13 133
TOTAL III	4 942 489		4 942 489	4 428 111
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écart de conversion (actif) VI				
TOTAL ACTIF (I +II+III+IV+V+VI)	19 429 784	8 542 394	10 887 390	10 363 018
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.				
(2) Dont à moins d'un an : Dont à plus d'un an :				
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.				



CA Bilan propre Annexe 4 (résultat non affecté) PASSIF
Dossier : 90 - CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Montant net 2024	Montant net 2023
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 007 642	1 007 642
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	676 095	756 351
Réserves de compensation	714 853	781 390
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	599 976	599 976
Autres réserves		
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	34 371	34 371
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-374 882	-401 097
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat en attente d'affectation	22 179	12 417
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (I)	-429	-10 817
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	331 507	329 558
Provisions réglementées :	3 983 404	3 549 413
dont Couverture du besoin en fonds de roulement		
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	1 991 213	1 799 154
dont Réserves des plus-values nettes d'actif	1 992 190	1 750 259
Immobilisations grevées de droits		
TOTAL I	6 994 716	6 659 205
Comptes de liaison	1 879 725	1 870 995
TOTAL II	1 879 725	1 870 995
Provisions pour risques	50 000	
Provisions pour charges	100 000	
Fonds dédiés		
TOTAL III	150 000	
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	351 643	416 100
Emprunts et dettes financières divers (3)	15 169	13 415
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	388 674	369 102
Dettes sociales et fiscales	1 075 265	991 606
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes (5)	32 197	42 594
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	1 862 949	1 832 818
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL V		
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	10 887 390	10 363 018
(1) Dont compte 1201 et compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs.		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.		
(4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an :		
(5) Dont fonds des majeurs protégés :		



CA Compte de résultat M22 (résultat non affecté) PRODUITS
Dossier : 90 - CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue :		
- prestations de services		
- divers	59 083	49 173
Production stockée ou déstockage de production		
Production immobilisée		
Dotations et produits de tarification	14 485 526	13 796 507
Subventions d'exploitations et participations	81 879	37 679
Reprises sur amortissements et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	9 859	36 560
TOTAL I	14 636 347	13 919 918
PRODUITS FINANCIERS		
De participations et des immobilisations financières		
Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	153 954	76 825
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL II	153 954	76 825
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	24	
- exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	18 700	
Reprises sur provisions :		
- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.		
- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
- reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif		
- reprises sur autres provisions	607 960	1 003 665
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
Transferts de charges		
TOTAL III	626 684	1 003 665
TOTAL DES PRODUITS	15 416 985	15 000 407
RESULTAT DEBITEUR = Déficit	429	10 817
TOTAL GENERAL (I + II + III)	15 417 413	15 011 224



CA Compte de résultat M22 (résultat non affecté) CHARGES
Dossier : 90 - CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

CHARGES	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et fournitures		
Variation de stock		
Achats d'autres approvisionnements	193 544	195 095
Variation de stock	-91	-2 585
Achats non stockés de matières et fournitures	501 166	496 843
Services extérieurs et autres	1 751 480	1 824 058
Impôts, taxes et versements assimilés :		
- sur rémunérations	876 830	888 815
- autres	85 576	86 628
Charges de personnel :		
- salaires et traitements	7 507 504	7 312 681
- charges sociales	2 958 933	2 925 391
Dotations aux amortissements et provisions :		
Dotations aux amortissements :		
- des immobilisations	475 043	471 760
- des charges d'exploitation à répartir		
Dotations aux provisions :		
- sur actif circulant	171 600	
- pour risques et charges d'exploitation	407	184
Autres charges		
TOTAL I	14 521 992	14 198 868
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	14 769	13 315
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL II	14 769	13 315
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Exercice courant	30	1 201
Exercices antérieurs		1 358
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.		
- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
- dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif		
- dotations aux autres provisions réglementées	880 622	796 482
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Impôts sur les sociétés		
TOTAL III	880 652	799 041
TOTAL DES CHARGES	15 417 413	15 011 224
RESULTAT CREDITEUR = Excédent		
TOTAL GENERAL (I + II + III)	15 417 413	15 011 224



ANNEXE

EXERCICE 2024

**ASSOCIATION JULES CATOIRE
AUDITION PAROLE & COMMUNICATION**

**10, rue des Augustines
BP 81009
62008 ARRAS CEDEX**

SIRENE : 783 910 599

APE : 8710B

A - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

1) ÉVÈNEMENTS PRINCIPAUX

a) CPOM :

Nous avons signé avec le financeur un CPOM (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) pour la période 2024-2028. Si ce contrat nous assure une certaine stabilité des financements, il nous oblige par contre à respecter l'équilibre financier au niveau associatif, les déficits durant le plan n'étant plus financés par l'ARS à N+2, comme auparavant.

Les éléments saillants du CPOM sont regroupés dans une fiche synthèse du diagnostic partagé et des engagements du CPOM la fin de l'année 2028.

b) Faits marquants :

- Le DITEP (Dispositif Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique), qui a commencé son activité au 31 août 2020 a poursuivi sa montée en charge en 2024 avec l'ouverture d'une antenne sur Bapaume de 6 places au 1^{er} septembre pour un budget de 144 000 € en année pleine
- Les travaux des locaux d'Etaples ont été achevés, la mise en service a eu lieu au cours du second trimestre.
- Le taux d'augmentation de la DGC (Dotation Globale Commune) hors CNR a été de 5.3 % en 2024 incluant un ajustement des crédits SEGUR à destination des socio-éducatifs, l'amorçage crédits CCNUE et de l'extension du DITEP avec l'antenne de Bapaume .
- Le SESSAD de Boulogne a pris possession de ses nouveaux locaux au cours du second trimestre

Les difficultés rencontrées pour le recrutement de certaines professions (orthophoniste, psychomotricien) dans certaines structures ont permis d'amoinrir, dans une certaine mesure, les dépenses de personnel.

c) Crédits non reconductibles :

En 2024, les crédits non reconductibles se décomposent comme suit :

- 243 600.00 € : : CNR Soutien à l'investissement CEJS
- 30 000.00 € : CNR Soutien à l'investissement ditep

d) EPRD (État Prévisionnel des Recettes et des Dépenses) et ERRD (État Réalisé des Recettes et des Dépenses)

Le premier EPRD a été déposé en JUIN 2024.

Le premier ERRD a été déposé fin avril 2025 pour l'exercice 2024

e) Politique salariale :

Les augmentations de la valeur du point sont soumises à la procédure d'agrément prévue à l'article L 314-6 du Code de l'Action Sociale et des familles.



2) RÉFÉRENTIEL COMPTABLE - DÉROGATIONS - MODIFICATIONS AUX PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

a) Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Ils sont présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG sous réserve des dispositions particulières figurants dans le règlement ANC 2018-06 modifié, du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ses règlements modificatifs et notamment du règlement ANC n° 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Nous appliquons le plan comptable des établissements sociaux et médico-sociaux privés, mis à jour par l'arrêté du 23 décembre 2019 (JO du 31 décembre 2019).

Depuis l'arrêté du 10 novembre 2008, le cadre comptable de l'instruction M22 s'applique aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux.

Cependant, une dérogation a été faite concernant les logiciels qui figurent à l'actif dans le compte « Matériel de bureau » et non en « Immobilisations incorporelles ».

b) Changement de méthodes comptables

La première année d'application du règlement de l'autorité des normes comptables ANC n°2018-06 et du règlement ANC n° 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif constitue un changement de méthode comptable.

Conformément aux termes de l'article 122-3 du Plan comptable général, le bilan et le compte de résultat du dernier exercice clos avant le changement de méthode comptable ne sont en aucun cas modifiés par ce changement.

Lors de la première application du règlement, les montants relatifs aux rubriques et aux postes de l'exercice précédent sont identiques aux montants tels qu'établis au bilan et au compte de résultat du 31/12/2019.

Les principaux points impactés pour l'association sont les fonds propres

La terminologie « fonds propres » fait son apparition en remplacement de fonds associatifs.

L'application du règlement ANC n°2018-06 a généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste « fonds propres » du bilan.

Il s'agit de mouvement de poste à poste sans impact sur le report à nouveau.

c) Les investissements financés par les fonds propres, les crédits ponctuels reçus du financeur, les mises en réserve de résultat (compte 1068522) et la taxe d'apprentissage sont amortis intégralement l'année de leur acquisition.

Cependant, afin de ne pas fausser la présentation des postes de l'actif du bilan, l'excédent d'amortissement de l'exercice est comptabilisé à un compte d'amortissement dérogatoire au poste 145000.

d) Les investissements acceptés par l'A.R.S. ne sont pas amortis prorata temporis. En effet, suite à une demande ancienne de notre financeur, le point de départ de l'amortissement est reporté au 1^{er} janvier de l'année suivante.

e) La mise en place, à compter du 1^{er} janvier 2007, de l'instruction budgétaire et comptable M22, a permis de respecter l'avis n° 2007-05 du 4 mai 2007 émis par le Conseil National de la Comptabilité et l'instruction de la DGAS du 17 août 2007.

Les résultats comptables et les résultats budgétaires sont maintenant identiques.

Cependant, le résultat est ensuite retraité par le financeur des éléments qu'il ne prend pas en charge (provision congés payés, coût du retraitement des immobilisations par composants).

B - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1) BILAN ACTIF

a) immobilisations – nouvelles normes comptables

Le retraitement des immobilisations suite à l'application de la réforme des règles comptables relative à la définition, l'évaluation, la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des actifs a été réalisé de la manière suivante :

- La méthode prospective a été retenue
- Seul l'internat a nécessité un retraitement, selon la décomposition ci-dessous :
 - Structure : 2 996 816,20 € sur 30 ans
 - Menuiserie extérieure, ascenseur, plomberie, sanitaire, chauffage, eau chaude, électricité : 552 359,99 € sur 25 ans
 - Sols souples, peinture intérieure : 127 311,98 € sur 15 ans
 - Alarme, téléphonie : 69 674,01 € sur 10 ans

b) immobilisations corporelles - mouvements de l'exercice

Les principaux mouvements de l'exercice sont les suivants :

Achats :

Le montant total des investissements s'est élevé en 2024 à 978 309.09 €, se décomposant comme suit :

• CEJS :	237 286.01 €
• Ssefis Arras	0.00 €
• Sessad Arras	15 245.02 €
• Ssefis St Omer	11 770.12 €
• Sessad Le Touquet	564 877.21 €
• Sessad Boulogne	14 895.76 €
• Ditep Arras	125 631.81 €
• SAFEP	4 107.17 €
• Habitat Inclusif	4 495.99 €

Sorties :

Le montant des sorties en 2024 a été de 200 200.42 €.

c) évaluation des stocks consommés

Les stocks alimentaires et les stocks de matériaux sont évalués selon le dernier prix connu.

Le coût d'achat est composé de la valeur d'achat du produit auquel se rajoutent les frais annexes, sauf les éventuels escomptes qui sont repris en produits financiers.

d) actif circulant – classement par échéances

Créances de l'actif circulant inférieures à un an : 82 217 €

e) valeurs mobilières de placement

Le montant figurant au bilan correspond à la valeur d'acquisition de ces titres. Aucune moins value potentielle n'est constatée au compte administratif.

Les placements de la Banque Postale correspondent à des Sicav Monétaires

Les placements chez BPN sont constitués de Comptes à Terme

Les plus et moins-values potentielles au 31/12/2024 et celles réalisées en 2024 sont les suivantes :

BANQUE	Plus ou moins values potentielles	Intérêts Courus non échus
HSBC 6671	-	0 .00 €
La Banque Postale	572.55 €	
BPN	- 0	69 757.05 €
TOTAL	572.55 €	69 757.05 €

2) BILAN PASSIF

a) engagements pris en matière de retraite

Aucun engagement n'est pris en matière de retraite.

b): Crédits ponctuels (CNR) et provisions

Les comptes suivants constatent les crédits ponctuels reçus et certains crédits affectés, ainsi que leur utilisation :

• **Au CEJS :**

- 14210010 - Réserve d'investissement pour la construction de l'internat,
- 14210020 - Réserve d'investissement pour le changement du logiciel de paye,
- 142120231 – CNR 2023
- 142120241 – CNR 2024
- 14888001 - Fonds affectés DITEP / CITS / Résultat RTT,
- 14888003 - Équilibre CPOM 2016-2020.
- 14888005 - CNR restructuration de l'offre médico-sociale
- 14888006 - CNR de 2019 pour travaux
- 14888009 - CNR Covid-19
- 148880092 – CNR Tests Covid
- 15110000 – Provision pour litige
- 15210000 – Provision pour départs en retraite

Les mouvements de l'exercice ont été les suivants :

	142100100	142100200	142120231	142120241	148880010	148880030
Solde N-1	303 746.04 €	4 366,29 €	49 499.61 €	0,00 €	300 959.80 €	- 601 710.24 €
Crédits affectés				243 600.00 €	0.00 €	0
Crédits utilisés	23 097,54 €		34 754.00 €	122 739,66 €	205 000.00 €	0 €
Solde fin N	280 648.50 €	4 366,29 €	14 745,61 €	120 860,34 €	505 959.80 €	- 601 710.24 €

	148880050	148880060	148880090	148880092	15110000	15210000	
Solde N-1	215 094.80 €	11 918,16 €	5 568,00 €	10 017,00 €	0.00 €	0.00 €	
Crédits affectés	0.00 €				50 000.00 €	100 000.00 €	
Crédits utilisés	0.00 €	0.00 €	1655.28 €				
Solde fin N	215 094.80 €	11 918,16 €	3 912.72 €	10 017,00 €	50 000.00 €	100 000.00 €	

• **Au Ssefis d'Arras**

- 14888001 - Fonds à affecter Résultat RTT

Les mouvements de l'exercice ont été les suivants :



	Compte 14888001
Solde N-1	10 033,91
Crédits accordés	8 000.00
Crédits utilisés	0
Solde fin année N	18 033,91

- **Au Sessad d'Arras**

- 14888001 - Provision placard sur mesure / peintures

Les mouvements de l'exercice ont été les suivants :

	Compte 14888001
Solde N-1	41 843.25
Crédits accordés	16 000,00
Crédits utilisés	0,00
Solde fin année N	57 843.25

- **Au Ssefis de St Omer**

- 14888001 - Provision peintures

Les mouvements de l'exercice ont été les suivants :

	Compte 14888001
Solde N-1	27 101.63
Crédits accordés	15 000,00
Crédits utilisés	0
Solde fin année N	42 101.63

- **Au Sessad du Touquet**

- - 14888001 - Construction de la structure
 - 142120221 – CNR Téléphonie

Les mouvements de l'exercice ont été les suivants :



	Compte 148880010	Compte 142120221
Solde N-1	93 027,50	5181.00
Crédits accordés	21 600,00	
Crédits utilisés	20 716.40	
Solde fin année N	93 911.10	5181.00

- **Au Sessad de Boulogne**

- 14888001 - Crédits pour travaux de mise en conformité (Nous sommes toujours en attente de la facture relative à ces travaux)

Les mouvements de l'exercice ont été les suivants :

	Compte 14888001
Solde N-1	38 881.93
Crédits accordés	2 000.00
Crédits utilisés	2 040.00
Solde fin année N	38 841.93

- **Au DITEP**

- 142120231 – CNR 2023
- 142120241 – CNR 2024
- 14880010 – Provision évaluation externe

Les mouvements de l'exercice ont été les suivants :

	Compte 142120231	Compte 142120241	Compte 148880010
Solde N-1	88 760.63	30 000.00	0.00€
Crédits accordés	0		2 000.00 €
Crédits utilisés	84 591.95		
Solde fin année N	4 168.78	30 000.00	2 000,00 €

c) Amortissements dérogatoires

Comme il a été expliqué au Chapitre 2, alinéa c, du titre A, ont été créés les comptes 1450000 qui constatent l'écart entre l'amortissement pratiqué et l'amortissement calculé au prorata temporis des biens acquis grâce à la taxe d'apprentissage, aux fonds propres ou aux crédits ponctuels reçus de notre financeur.

Les mouvements de l'exercice ont été les suivants :



	CEJS	Ssefis Arras	Sessad Arras	Ssefis St Omer	Sessad Boulogne	Sessad Etaples	DITEP
Solde N-1	391 814.73	10 411.90	10 665.63	2 695.21	22 768.89		756 508.47
Dotation du compte dans l'exercice	134 814.60	0	1 102.74	0		120 716.40	83 688.75
Reprise effectuée dans l'exercice	74 593.96	1 766.16	1 707.67	455.01	3 731.07		43 026.16
Solde fin année N	452 035.37	8 645.74	10 060.70	2 240.20	19 037.82	120 716.40	797 171.06

d) dettes financières - classement par échéances

CEJS : Toutes les dettes financières sont à moins d'un an, sauf l'emprunt conclu pour la réalisation de l'internat.

	Total	À 1 an au plus	Entre 2 et 5 ans	Entre 6 et 10 ans	Plus de 10 ans
Dettes financières	351 643.24	63 566.99	288 076.25	0.00	0,00

Du fait des éventuelles variations des taux d'intérêt du livret A, sur lequel est indexé cet emprunt, l'éclatement des échéances au-delà d'un an est susceptible d'évoluer.

Cet emprunt a été garanti par la Communauté Urbaine d'Arras et par la Commune d'Arras.

Autres structures : Il n'existe aucune dette financière dans les autres établissements gérés par l'association, aucun emprunt n'est en cours.

e) autres dettes

Toutes les dettes sont à moins d'un an.



C - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

a) ventilation des produits classe 73

Toutes les structures sont en dotation globale.

C.E.J.S.	10 634 147.14
S.S.E.F.I.S. Arras	264 362.55
S.E.S.S.A.D. Arras	625 961.83
S.S.E.F.I.S. St Omer	369 089.02
S.E.S.S.A.D. Le Touquet	460 632.95
S.E.S.S.A.D. Boulogne	796 325.21
D.I.T.E.P. Arras	1 202 227.74
SAFEP	132 780.00
	<hr/>
	14 485 526.44

b) ventilation de l'effectif

	Total	Hommes	Femmes
Cadres	31	08	23
Agents de maîtrise	196	44	152
Employés	30	5	25
Ouvriers	6	5	1
	<hr/>		
	263	62	201

Effectifs présents au 31/12/2024, contrats aidés et contrats à durée déterminée inclus.
Ventilation selon la nomenclature INSEE.

c) rémunération des dirigeants

Aucune rémunération n'est accordée aux membres du Conseil d'Administration.

Le Président bénéficie d'un téléphone cellulaire, afin de rester joignable à tout moment, dont le forfait est à la charge de l'association.

Il dispose également d'un ordinateur portable.

Les administrateurs qui le désirent peuvent se faire rembourser de leurs frais de déplacement lorsqu'ils sont convoqués à une réunion ou un conseil d'administration. Ces remboursements se font sous la

forme d'indemnités kilométriques calculées selon les barèmes de la convention collective du 15 mars 1966 (eux-mêmes basés sur le barème de l'administration fiscale).

d) résultat exceptionnel

Nous trouvons en dotation l'amortissement sur l'année des matériels acquis avec la taxe d'apprentissage, les crédits ponctuels et les fonds propres.

Les profits ou pertes provenant de la cession d'immobilisations sont placés en réserve (compte 1486100), tel que prévu par le cadre comptable de l'instruction M22.

e) résultat financier

Ce résultat provient des intérêts perçus au titre des placements que nous possédons, ainsi que les escomptes obtenus.

Les produits provenant de la plus value de cession des valeurs mobilières sont intégrés aux réserves (compte 1486200), tel que prévu par le cadre comptable de l'instruction M22.

D – RETRAITEMENT DU RÉSULTAT

Afin d'obtenir le résultat qui sera présenté au financeur, le résultat comptable est retraité de la manière suivante :

Résultat comptable :	- 428.52 €
Coût du retraitement des immobilisations	- 2 883,79 €
Variation de la provision pour congés à payer :	45 154.00 €
Déduction du résultat de l'Association :	- 1 542.84 €
Reprise des comptes 1151100	4 642.11 €
Résultat ARS retraité :	44 940.96 €